

Dossier noir de la politique africaine de la France n° 20

Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux

(Editions Agone)



Parution le 12 Avril 2005
11 euros

Dossier de presse

Contact presse
Olivier Thimonier (Survie)
Tel : 01 44 61 03 25
e-mail : olivier.survie@wanadoo.fr

Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux

Cette enquête mène le lecteur à la découverte d'un pays encore méconnu : le Togo, l'une des plus longues dictatures militaires de l'histoire contemporaine africaine.

Dans cet État minuscule, modèle de répression armée, de nombreux réseaux s'activent, se concurrencent et se télescopent au service d'une passion commune : le détournement des fonds publics et le pillage des ressources naturelles.

Promis à un bel avenir après avoir joué au pionnier des indépendances, pays de richesses et de matières premières (phosphates, coton, cacao, pétrole, etc.), le Togo était surnommé la " Suisse de l'Afrique " jusqu'à la fin des années 1970. Les projets de développement concoctés par les anciennes puissances coloniales l'ont vite fait crouler sous le poids de la dette. Le pays a ensuite été soumis aux programmes de privatisation sauvage dictés par la Banque mondiale et transformé de force en zone franche jusqu'à devenir cet espace off-shore, véritable tête de pont continentale pour trafics en tout genre.

En réponse aux thèses persistantes qui voudraient attribuer la responsabilité du marasme aux Africains eux-mêmes, **ce nouveau Dossier noir de la politique africaine de la France démonte les principaux mécanismes et jeux d'influence étrangers qui ont contribué à ruiner depuis 40 ans l'équilibre économique et social d'une jeune nation.**

Le coup d'Etat militaire et les récentes pressions diplomatiques qui ont immédiatement suivi la mort de Gnassingbé Eyadéma, le 5 février 2005, après 38 ans d'un règne sans partage, l'ont encore confirmé : les chancelleries occidentales ne cessent d'interférer, au mépris des principes de souveraineté nationale, pour imposer leur candidat à la succession du dictateur, et garantir leurs intérêts dans la région.

L'auteur :

Gilles Labarthe, ethnologue et journaliste suisse, a effectué plusieurs séjours en Afrique, notamment pour des reportages sur les questions de développement ou des enquêtes concernant la criminalité financière internationale. Cofondateur de l'agence de presse indépendante DATAS, il travaille aujourd'hui comme correspondant à Paris.

Table des matières :

I. INTRODUCTION

Le Togo, une " Afrique en miniature "

Enjeux stratégiques

L'influence française menacée

II. LA MARQUE COLONIALE

L'ancienne " Côte des esclaves "

Une " colonie modèle "

Le Togo sous mandat français

Fragile indépendance

Un meurtre fondateur

L'assassinat de Sylvanus Olympio

III. GEOGRAPHIE DU POUVOIR

L'ascension d'Eyadéma

Instrumentalisation des ethnies

Nord versus Sud

Coopération militaire

Une armée d'occupation

Kara, capitale bis

IV. PILLAGES

Au nom du développement

Eléphants blancs

Faillite d'Etat

Explosion de la dette

Réserves et chasse gardée

Une autre vision de l'écologie

V. FUITE DE CAPITAUX

Une fortune présidentielle

L'argent des phosphates

Comptes en Suisse

Corruption au sommet

Lomé, une " Genève de l'Afrique "

Zone franche

VI. RESEAUX

Diplomatie française

Retours d'ascenseur

Vieilles amitiés en périodes troubles

Sociétés de mercenaires

Sanctions internationales

Privatisations

VII. EPILOGUE

NOTES, REFERENCES

BIBLIOGRAPHIQUES,

GLOSSAIRE. ANNEXES

Conférence de presse

Le mardi 12 avril 2005 à 11h00

Centre d'Accueil de la Presse Etrangère
Maison de Radio France
116, avenue du Président Kennedy
75220 Paris cedex 16
Tel +33 1 56 40 15 15 Fax +33 1 56 40 50 19
www.capefrance.com

En présence de :

Gilles LABARTHE

Journaliste, auteur du Dossier noir.

François-Xavier VERSHAVE

Président de l'association Survie.

Comi TOULABOR

Chercheur au Centre d' Etude d' Afrique Noire IEP de Bordeaux.

Isidore LATZOO

Président du Comité togolais de résistance (CTR)
Porte parole de la Diaspora togolaise en France.

Antoine BANGUI

Ancien candidat à la présidentielle au Tchad.

Programme :

Présentation des éditions **Agone**, de la série des **Dossiers noirs** et des associations **Agir Ici** et **Survie**

Gilles Labarthe et **François-Xavier Verschave** présenteront cette enquête sur l' une des plus longues dictatures militaires de l' histoire contemporaine africaine. Le régime togolais, « ami de la France », constitue un maillon-clef au sein de l'espace d'influence privilégié de la France en Afrique, le « pré-carré ». Le coup d'Etat militaire et les manœuvres politico-juridiques qui ont immédiatement suivi la mort de Gnassingbé Eyadéma, le 5 février 2005, ont encore confirmé le rôle prépondérant que joue la France dans ce pays, au mépris des revendications démocratiques.

Porteuse d'espoir, la fin du régime Eyadéma pourrait signifier un nouveau départ pour le Togo et son importante diaspora, longtemps contrainte à l'exil. **Isidore Latzoo** et **Comi Toulabor** feront le point sur les enjeux de l'élection présidentielle du 24 avril 2005 et sur la nécessité d'un changement radical du système politique togolais pour l'avènement d'une démocratie légitimée par le peuple.

A une époque où les vieilles solidarités franco-africaines sont de plus en plus contestées, c'est plus généralement le sort des démocrates africains qui se joue dans ce pays. Comme l'expliquera le Tchadien **Antoine Bangui**, le combat des Togolais en faveur d'une véritable transition démocratique peut, s'il aboutit, constituer un précédent dans la remise en cause de dictatures soutenues de l'extérieur.

Contact presse
Olivier Thimonier (Survie)
Tel : 01 44 61 03 25
e-mail : olivier.survie@wanadoo.fr

S'inscrivant dans le renouveau de l'édition engagée, les collections des **éditions Agone** s'attachent à nourrir les thèmes qui agitent notre présent : nos choix de société, qui engagent la responsabilité de ceux en mesure de faire naître un questionnement dans la conscience du plus grand nombre. L'idéal d'un engagement éditorial n'est pas de défendre une thèse mais de fournir les éléments d'une réflexion, sans laquelle il n'est de décision publique prise en connaissance des causes et des conséquences.

DOSSIERS NOIRS

Les « **Dossiers noirs** » sont issus d'une collaboration entre Agir Ici et Survie, qui mènent régulièrement, avec une vingtaine d'associations françaises, des campagnes conjointes pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France. Afin d'en refonder la crédibilité, Agir Ici et Survie ont émis une série de propositions régulièrement actualisées.

Les précédents Dossiers noirs :

- Dossier noir n°1, **Rwanda : depuis le 7 avril, la France choisit le camp du génocide** L'Harmattan (décembre 1994)
- Dossier noir n°2, **Les liaisons mafieuses de la Françafrique**, L'Harmattan (janvier 1995)
- Dossier noir n°3, **France, Tchad, Soudan : au gré des clans**, L'Harmattan (février 1995)
- Dossier noir n°4, **Présence militaire française en Afrique : dérives**, L'Harmattan (mars 1995)
- Dossier noir n°5, **Les candidats et l'Afrique : le dire et le faire**, L'Harmattan (avril 1995)
- Dossier noir n°6, **Jacques Chirac et la Françafrique : Retour à la case Foccart ?** L'Harmattan (décembre 1995)
- Dossier noir n°7, **France-Cameroun : Croisement dangereux**, L'Harmattan (juin 1996)
- Dossier noir n°8, **Tchad, Niger : Escroqueries à la démocratie**, L'Harmattan (octobre 1996)
- Dossier noir n°9, **France-Zaïre-Congo (1960-1997) : Echec aux mercenaires**, L'Harmattan (juin 1997)
- Dossier noir n°10, **France-Sénégal : Une vitrine craquelée**, L'Harmattan (octobre 1997)
- Dossier noir n°11 spécial mémoire : **La traite et l'esclavage négriers**, Godwin TETE, L'Harmattan (juin 1998)
- Dossier noir n°12, **La Sécurité au Sommet, l'insécurité à la base**, L'Harmattan (novembre 1998)
- Dossier noir n°13, **Projet pétrolier Tchad-Cameroun : Dés pipés sur le pipe-line**, L'Harmattan (1999)
- Dossier noir n°14, **Le silence de la forêt : réseaux, mafias et filiales bois au Cameroun**, L'Harmattan (octobre 2000)
- Dossier noir n°15, **Bolloré : monopoles, services compris. Tentacules africaines**, L'Harmattan (2000)
- Dossier noir n°16, **L'envers de la dette, criminalité économique et politique au Congo-Brazzaville et en Angola**, F-X Verschave, Agone (novembre 2001),
- Dossier noir n°17, **Les pillards de la forêt, exploitations criminelles en Afrique**, A. Labrousse et F-X Verschave, Agone (2002)
- Dossier noir n°18, **Les affaires sous la guerres. Armes, pétrole & argent sale en Angola**, Global Witness, Agone (2003)
- Dossier noir n°19, **Comores-Mayotte : une histoire néocoloniale**, P. Caminade, Agone (2003)



Aujourd' hui, 2,4 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour. Plus d' 1 milliard sont privées d' eau potable. 840 millions souffrent de la faim. Pendant ce temps, 120 personnes s' accaparent plus de 474 milliards de dollars.

Ca vous révolte ?

Nous aussi. Pour lutter efficacement contre les injustices, Agir ici s' engage à :

Informer et **mobiliser** les citoyens.

Faire pression sur les décideurs.

Proposer des solutions concrètes.

Créée en 1988, l' association Agir ici a déjà plus de 60 campagnes derrière elle. Le gouvernement et les parlementaires français, les institutions financières internationales, l' OMC, l' Union européenne ou les grandes entreprises, générateurs des inégalités mondiales ont été interpellés à maintes reprises autour de 5 priorités d' action

- > Etablir des règles commerciales plus équitables,
- > Réformer les institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale)
- > Contraindre les entreprises à assumer leurs responsabilités sociales et environnementales,
- > Contrôler le commerce des armes et réduire toutes les formes d' incitation aux conflits,
- > Défendre l' accès aux services de base pour tous (éducation, santé, eau...)

Chaque année, ce sont près de 100 000 personnes qui participent aux campagnes de mobilisation citoyenne d' Agir ici.

Afin de renforcer sa capacité de pression sur les décideurs et mieux défendre ses objectifs de campagne, Agir ici a développé de nombreux partenariats nationaux et internationaux. L' association est ainsi devenue membre observateur d' Oxfam International depuis novembre 2003.

Construire un monde juste et solidaire, c' est possible...

Chacun de nous peut contribuer à son niveau à faire progresser la justice et la solidarité.

C' est la somme de ces engagements individuels qui fera la différence pour des millions de gens dans le monde.

Agir ici. Parce que le monde ne changera pas sans vous.

Contact :

Agir ici 104 rue Oberkampf 75011 Paris

Tel : 01 56 98 24 40 / Fax : 01 56 98 24 09

www.agirici.org



« Donner valeur de loi au devoir de sauver les vivants »

210 rue St Martin 75003 PARIS
Tél.: (33-1) 44 61 03 25 - Fax: (33-1) 44 61 03 20
<http://www.survie-france.org>
e-mail : survie@wanadoo.fr

SURVIE est une association de citoyens, créée en 1984 suite à l'appel de 126 prix Nobel contre la faim dans le monde. Son combat est le résultat d'un constatation : **la faim et la misère ne sont pas des fatalités mais relèvent du politique**. *SURVIE* fonde son action sur la légitimité qui incombe à chacun d'interpeller ses élus et d'exiger un contrôle réel des choix politiques dans tous les domaines.

Nous assignons à notre mouvement civique trois objectifs spécifiques

1. Réinventer la solidarité internationale : de l' aide au Bien Public à l' Échelle Mondiale

Survie s' est engagée dans la promotion du droit pour tous à l'accès à un certain nombre de biens fondamentaux (éducation, santé, justice...). Cet engagement en faveur des Biens publics à l' échelle mondiale, s'exerce à la fois sur terrain scientifique et militant.

2. Ramener à la raison la politique africaine de la France. Nous exigeons que la politique de la France envers le continent africain retrouve un minimum de contrôle démocratique et de respect des principes républicains.

3. Combattre la banalisation du génocide. *Survie* défend l' institution de dispositifs internationaux permanents de veille, d' intervention et de sanction, capables de s' opposer aux organisateurs d' extermination, comme une priorité absolue pour toute l' humanité. Cela passe notamment par la construction d' une justice internationale, et une attention particulière aux pratiques de désinformation qui concourent au regain des théories révisionnistes.

Nos moyens d' actions

Des publications, comme la revue mensuelle, *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, la collection des *Dossiers noirs* dirigée par *Survie* et Agir Ici et des ouvrages de référence qui synthétisent l' ensemble du travail de documentation et de recherche mené par l'association *La Françafrique, Noir silence...*

L'organisation d'événements : conférences, colloques, soirées culturelles, etc.

La participation à des collectifs d'ONG, tels qu'ATTAC, la Coalition pour la Cour Pénale Internationale, le CRID (principal collectif des associations françaises de solidarité internationale), et à des plates-formes comme "Dette et Développement" et "Publiez ce que vous payez".

Des campagnes d'information des citoyennes et d' interpellation des élus

Survie demande l'arrêt du soutien de la France aux dictateurs africains avec sa campagne **"les dictateurs amis de la France ?"**

Survie œuvre à ce que la vérité et justice soient faites sur l'implication de la France dans le génocide au Rwanda au travers de la **"Commission d'enquête citoyenne"** (CEC)

Survie développe des partenariats avec les démocrates africains pour la **promotion des résistances africaines** et a produit en 2005 un CD **"Africa wants to be free !"**...

Survie mène aussi **une campagne contre les paradis fiscaux.**